

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 18 février 2014 relative à la création d'une place de marché gaz unique en France en 2018

Contribution ANTARGAZ

21 mars 2014

La fusion des places de marché est avant tout selon nous un objectif politique, donc par nature non économique. Sans remettre en cause ce choix politique, nous attirons l'attention sur le fait que les chiffres issus de l'étude Pöyry doivent être pris avec beaucoup de précaution : nous ne sommes absolument pas convaincus que ces investissements conduiront in fine à un gain pour le consommateur final situé sur le réseau de distribution.

Q1. Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry ?

Antargaz partage globalement l'analyse de la CRE quant à la méthodologie retenue par Pöyry et notamment la pertinence de retenir 3 scénarios contrastés dans un contexte de forte incertitude de l'évolution des prix du gaz. Le calcul de la VAN selon les 2 méthodes n'appelle pas de commentaires particuliers si ce n'est que le résultat de l'étude coût/bénéfice varie considérablement selon chaque méthode, ce qui démontre bien la nature plus qu'incertaine de tout bénéfice.

Q2. Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France ?

Nous constatons que la solution Val de Saône + Gascogne/Midi est moins onéreuse qu'Eridan et est donc logiquement privilégiée. En revanche, cela devrait condamner de facto le projet Eridan car un double investissement n'aurait aucun sens économique. Or les derniers propos tenus par la CRE lors de la Concertation Gaz du 25 février 2014 laissent à penser que ce projet ne serait pas nécessairement remis en question même si le choix d'investissement portait sur l'option Gascogne/Midi.

Concernant les résultats quantitatifs, en ne prenant en compte que les CAPEX, OPEX et gains sur la molécule, nous notons que la VAN de tous les scénarii est largement négative. Tous les autres gains étant selon nous au mieux hasardeux, au pire invisibles pour le consommateur final, nous restons convaincus que la fusion des places de marché s'argumente avant tout en termes politiques et non en termes économiques.

Q3. Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats de l'étude Pöyry au niveau de l'Europe ?

Il est évident que la fusion des places de marché françaises aura un impact bénéfique sur les marchés en aval de ces places de marché, notamment le marché espagnol, tant en termes de prix que de flux physiques. Nous attendons donc de voir à quel niveau les coûts du projet d'intérêt commun Val de Saône pourraient être pris en charge par l'Espagne.

Q4. Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

Comme mentionné précédemment, nous considérons que la fusion des places de marché est un choix avant tout politique. Dès lors, il convient de la mettre en œuvre au moindre coût pour le consommateur final, donc le choix de sélectionner les projets Val de Saône et Gascogne/Midi est cohérent. Nous insistons toutefois sur notre remarque à la question 2, à savoir que cette décision doit s'accompagner d'une suspension d'Eridan.

Q5. Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?

Antargaz est formellement opposé à toute fusion anticipée des places de marché avant la mise en place des investissements de décongestion. Le coût de la fusion nous semble déjà particulièrement élevé en regard du bénéfice attendu, ne venons pas en plus ajouter des coûts potentiellement élevés pour des gains à très court-terme qui plus est pour une minorité de consommateurs.

Q6. Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? dans ce dernier cas, quel type d'obligation préconisez-vous ?

Antargaz est formellement opposé à tout mécanisme transitoire de fusion des places de marchés, qu'il s'agisse d'achats de gaz au Sud de la France par GRTgaz, d'obligations de flux de GNL dans le Sud ou de tout autre mécanisme transitoire.

Q7. Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacité Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?

Ces outils reposent in fine sur des engagements de flux de GNL, nous y sommes donc fermement opposés.

Q8. Etes-vous favorable à la mise en œuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion sud-est ?

Le code d'équilibrage, avec notamment la suppression des tolérances, devrait participer à rapprocher l'équilibrage contractuel de l'équilibrage physique du réseau. En revanche, certaines congestions locales pourraient subsister. Antargaz n'a pas d'objection à ce que ces cas spécifiques soient traités à l'aide d'appels au marché physique local, de façon transparente, non-discriminatoire, et à condition que les outils soient traités de façon équivalente : soutirage PITS Sud-Est, émission GNL à Fos ou réduction des exports vers TIGF.

Nous sommes en revanche opposés à tout mécanisme interventionniste dans les outils et services des opérateurs d'infrastructure : augmentation du stock stratégique de GRTgaz, interruption du service de rechargement de GNL à Fos ou commercialisation sous forme conditionnelle de certaines capacités à l'interconnexion France-Espagne.

Q9. Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

Nous partageons l'avis de la CRE selon lequel la seule solution pérenne soit les investissements de décongestion. Antargaz est en revanche fermement opposé aux propositions transitoires formulées dans la présente consultation : la congestion Nord-Sud est une problématique structurelle, à laquelle on ne peut pas répondre par des outils conjoncturels.

Q10. Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

*
* *